

La transversalité des politiques publiques alimentaires et nutritionnelles à l'échelle d'un Pays

Justine PIERRARD

Directrice de la Maison de la Nutrition depuis 2006: prévention de l'excès de poids en intégrant les éducations à l'« alimentation santé » dans les pratiques des professionnels, en lien avec le PNNS et le PNA

Université de Tours, mémoire de recherche « Culture et patrimoine de l'alimentation »

Contexte - définitions

« Favoriser une alimentation **saine, sûre et durable** pour tous » Loi ÉgAlim 01/11/2018
« pour une alimentation **saine, de qualité, durable et accessible** à tous » PNA3 2019

*Les régimes alimentaires **sains et durables** sont des habitudes alimentaires qui promeuvent toutes les dimensions de la santé et du bien-être des individus. Ils présentent une faible pression et un faible impact environnementaux (environnement), sont accessibles, abordables (économie), **sûrs** (nutrition santé) et équitables, et sont culturellement acceptables (culture). FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), OMS (Organisation Mondiale de la Santé) 2020*

Alimentation => *a minima* 3 thématiques:

- agriculture (alimentation de qualité et de proximité),
- santé (alimentation diversifiée)
- environnement (alimentation durable)

L'Organisation mondiale de la santé identifie la **transversalité** et la **territorialisation**, pour agir sur les environnements, comme clés de réussite de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS).

Atouts des collectivités territoriales pour diminuer les ISTS:

=> territorialiser les programmes nationaux (PNNS et PNA) en signant des contrats (CLS et PAT) => permet d'agir sur les environnements (lieux de vie)

Constat d'échec « *Face à la fragmentation des politiques alimentaires au niveau national, les plaidoyers pour plus de transversalité émanent de dix-huit rapports des institutions françaises.* »

Sophie DUBUISSON-QUELLIER (2022), "*la transversalité des politiques alimentaires au niveau national*", colloque PolAl du 23 juin 2022, Centre de sociologie des organisations, actes non publiés à ce jour, Sciences Po Paris.

En matière d'alimentation:

- transversalité 3 programmes : PNA (MASA), PNNS (MSS), PNAN/SNANC
- territorialisation PAT (DRAAF) et CLS (ARS)

Comment coopèrent les acteurs de l'alimentation travaillant au sein de ces structures?

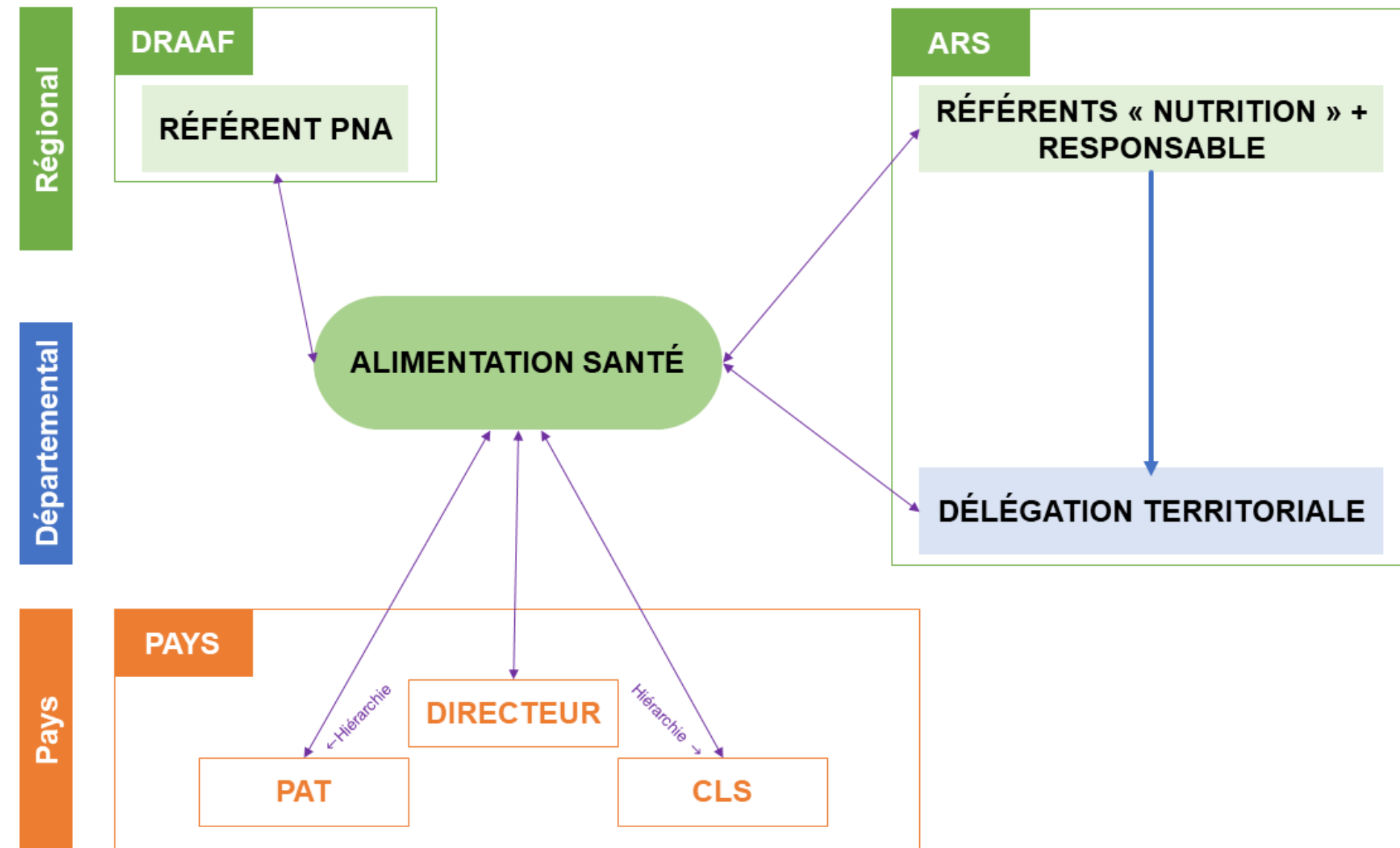
Matériau: état de l'art, littérature grise, programmes nationaux, entretiens et observations

« *triangulation complexe* »:

- ***croiser des points de vue dont elle pense que la différence fait sens***
- ***rechercher des discours contrastés, de faire de l'hétérogénéité des propos un objet d'étude***

Jean-Pierre Oliver DE SARDAN (1995), La politique de terrain, *Enquête* 1/1995, p. 12.

Groupe « *stratégique* »: 8 acteurs



Administrations déconcentrées (ARS-DRAAF)

Coopération remise en cause par un manque d'acculturation:

« *Mots-pièges* » (Édouard KLEINPETER):

environnements (milieux de vie, santé environnementale, écologie), nutrition (alimentation et activité physique, nutritionnelle) => lutte définitionnelle

Santé et nutrition ne sont encore entendus qu'en terme biologique et ne permet pas aux autres acteurs de l'alimentation de s'en emparer (« *cadre* », « *restrictif* »)

PNAN: publié en 2019 (PNNS4 et PNA3): « *programme chapeau* » et non une feuille de route => nécessaire pour copiloter des actions (ex. action 15 du PNNS: « *améliorer l'accès à une alimentation favorable pour la santé pour les personnes en situation de précarité alimentaire* »)

En se spécialisant, les services s'hermétisent:

jargons, sigles, définitions, objectifs, indicateurs, outils, ... => cloisonnement

Dispositifs décentralisés (CLS-PAT)

	Contrat local de santé (CLS)	Projet alimentaire territorial (PAT)
Promulgation	2009	2014
Objectifs	<p>Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé</p> <p>Mettre en œuvre des solutions pour une offre de santé de proximité</p>	<p>Structurer l'économie agricole et mettre en œuvre un système alimentaire territorial</p> <p>⇒ Justice sociale dont lutte contre la précarité alimentaire</p> <p>⇒ Environnement dont lutte contre le gaspillage alimentaire</p> <p>⇒ Éducation alimentaire</p> <p>+ mise en valeur du patrimoine alimentaire et atteinte des objectifs de la loi EGalim pour la restauration collective (privilegié au sein des petites collectivités)</p>
Forme signataires	et Contrat entre ARS, préfecture et collectivités territoriales (et leurs groupements)	Contrat entre DRAAF et collectivités territoriales (et leurs groupements)
Élaboration	Élaboré de manière concertée avec l'ensemble des partenaires du territoire (diagnostic partagé) et programme d'actions opérationnelles	
Vocabulaire	Nutrition	Alimentation
Moyens humains	Un coordinateur financé par ARS et collectivité	Un chargé de mission financé par la DRAAF (sur projet) et la collectivité

Déconnexion des dispositifs territorialisés avec les programmes nationaux

Les techniciens répondent moins à appliquer les programmes nationaux qu'aux projets de territoire => opportunité

Absence de lien entre coordinateurs CLS et référents « nutrition » au siège de l'ARS (lien par les délégations territoriales?)

Pas de lecture en amont des actions des PAT par la DRAAF (présence en copil)

Coopération entre CLS et PAT?

santé ISTS (CLS) \neq alimentation (PAT)

Asymétrie de périmètres
manque de temps (temps partiel),
différents élus (et/ou pas de lien),
précarité des financements (PAT 3 ans)...

2 diagnostics partagés

Exemple en Grand Est

Quelles sont vos relations actuelles entre vous et le(s) coordinateur(s) du/des CLS ?

25 réponses



+ lauréats AAP PNA et ADEME: Bretagne, Corse, Pays de Loire, Occitanie
Les PAT et les CLS souhaitent travailler ensemble, mais n'y parviennent pas.



JOURNÉE CHAMPARDENNAISE
• **PASSERELLE PAT-CLS** •
11 DÉC. 2023 ≡ 9H00-17H00



III INFOS

SALLE MESSIAEN • DRAAF GRAND EST
3 rue du Faubourg St Antoine
51000 Châlons-en-Champagne